

Art. 3. Opheffingsbepalingen

Opgeheven worden, de voorschriften van een gewestelijk stedenbouwkundig reglement, van een gemeentelijk plan van aanleg, van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van het plan en de voorschriften bedoeld in artikel 92 die een afwijking impliceren en die de aanleg op de gebouwen of in de voor- en achtereindtuinen, van modules voor elektriciteit- of warmteproductie waarvan de energiebron uitsluitend solair is, verbieden.

Deze bepaling is evenwel niet van toepassing op de gebouwen opgenomen in de inventaris van het patrimonium bedoeld in artikel 192, alsook op de gebouwen bedoeld in artikel 185, tweede lid, *a.* en *b.*, die worden beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 mei 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement 764 (2007-2008). Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 14 mei 2008.

Bespreking - Stemmingen.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1798

[2008/201983]

15 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon remplaçant le chapitre I^{er}ter et modifiant le chapitre I^{er}quater du titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 7, § 8, 12 et 255/1 à 256/3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2007;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, donné le 20 décembre 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 12 décembre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 mars 2008;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre I^{er}ter du titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé comme suit :

“CHAPITRE I^{er}ter. — De l'octroi de subventions aux communes pour le fonctionnement de la commission communale, pour l'élaboration ou la révision totale d'un schéma de structure communale, d'un règlement communal ou d'un plan communal d'aménagement et pour l'élaboration d'un rapport des incidences environnementales relatif à un projet de plan communal d'aménagement

Section I^{re}. — De l'octroi d'une subvention

pour le fonctionnement de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité

Art. 255/1. Bénéficie d'une subvention annuelle, la commune dont la commission communale justifie, au cours de l'année précédant celle de la demande de subvention, de l'exercice régulier de ses compétences et du nombre minimum de réunions annuelles visé à l'article 7.

Le montant de la subvention annuelle s'élève à :

1° 5.000 euros pour la commission communale composée, outre le président, de douze membres;

2° 6.000 euros pour la commission communale composée, outre le président, de seize membres.

Le président de la commission communale et, le cas échéant, le président faisant fonction, ont droit à un jeton de présence de 25 euros par réunion. Les membres de la commission communale et, le cas échéant, les suppléants des membres, ont droit à un jeton de présence de 12,50 euros par réunion.

La subvention annuelle couvre notamment les montants des jetons de présence visés à l'alinéa 3.

Art. 255/2. La demande de subvention, adressée au Ministre du Développement territorial, est introduite par le collège communal auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne dans les trois premiers mois qui suivent l'année pour laquelle la subvention est sollicitée.

Elle contient le rapport d'activités de la commission communale ainsi que le relevé des dépenses supportées par la commune dans le cadre du fonctionnement de la commission.

Section 2. — De l'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un schéma de structure communal, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan communal d'aménagement et du rapport des incidences environnementales y relatif

Art. 255/3. L'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un schéma de structure communal, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan communal d'aménagement et du rapport des incidences environnementales y relatif est subordonné à la condition que l'auteur de projet chargé de l'élaboration ou de la révision totale est agréé en application de l'article 11 et est désigné par le conseil communal.

La subvention pour le schéma de structure communal ou le règlement communal d'urbanisme est octroyée si la commission communale existe.

Art. 255/4. Le dossier de demande de subvention, adressé au Ministre du Développement territorial, est introduit par le collège communal auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne. Il contient :

1° une copie de la délibération du conseil communal décidant l'élaboration ou la révision totale du schéma de structure communal, du règlement communal d'urbanisme ou du plan communal d'aménagement et l'élaboration du rapport des incidences environnementales y relatif;

2° une copie de la délibération du conseil communal désignant l'auteur de projet;

3° un document contenant :

a. les phases d'élaboration des documents et les délais intermédiaires et total y afférents;

b. le cas échéant, une copie de la convention résultant de l'attribution du marché telle que conclue entre la commune et l'auteur de projet et reprenant les éléments visés au point a;

c. sur la base d'un justificatif, soit le montant des honoraires de l'auteur de projet, soit le détail de la charge du personnel communal.

Art. 255/5. Pour autant que la demande de subvention remplisse les conditions visées à la présente section et dans les limites des crédits budgétaires, le montant de la subvention est octroyé par le Ministre du Développement territorial, à concurrence de :

1° quatre-vingts pour cent du montant visé à l'article 255/4, 3°, c, pour le schéma de structure communal ou le règlement communal d'urbanisme;

2° quatre-vingts pour cent du montant visé à l'article 255/4, 3°, c, pour le plan communal d'aménagement et le rapport des incidences environnementales y relatif, si la commission communale existe;

3° soixante pour cent du montant visé à l'article 255/4, 3°, c, pour le plan communal d'aménagement et le rapport des incidences environnementales y relatif, si la commission communale n'existe pas.

Le Ministre arrête le délai total visé à l'article 255/4, 3°, a. Sur la demande motivée du conseil communal, le Ministre peut proroger le délai.

Art. 255/6. La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

1° quarante pour cent de la subvention à l'approbation du dossier de demande de subvention par le Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et pour autant que la déclaration de créance y relative soit introduite dans un délai de douze mois à dater de la notification de l'arrêté octroyant la subvention;

2° quarante pour cent de la subvention à l'adoption définitive par le conseil communal et sur la production des pièces justificatives des dépenses effectuées par la commune;

3° vingt pour cent de la subvention dès l'entrée en vigueur du schéma de structure communal, du règlement communal d'urbanisme ou du plan communal d'aménagement."

Art. 2. Les articles 255/7 à 255/27 du même Code sont abrogés.

Art. 3. Les subventions en cours d'exécution restent soumises aux dispositions qui étaient d'application lors de leur octroi, à l'exception, en cas de non respect des délais y afférents, de tout remboursement des montants déjà perçus. Toutefois, sur la demande motivée du conseil communal, le Ministre du Développement territorial peut proroger les délais visés dans les subventions en cours.

Art. 4. Dans le chapitre I^{er} *quater* du titre I^{er} du livre V du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° dans l'intitulé du chapitre, les mots "Des Maisons de l'Urbanisme" sont remplacés par les mots qui suivent :

"Des Maisons de l'Urbanisme, de la Maison régionale de l'architecture et de l'urbanisme et de la Maison des plus beaux villages de Wallonie";

2° il est inséré dans l'article 256/1 un alinéa 3 rédigé comme suit :

"La Maison régionale de l'architecture et de l'urbanisme a pour objet la sensibilisation et l'implication des architectes professionnels aux enjeux et aux dispositions décrétales et réglementaires de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.";

3° il est inséré dans le même article, un alinéa 4 rédigé comme suit :

"La Maison des plus beaux villages de Wallonie a pour mission la sensibilisation, l'information et l'aide à la décision relative au règlement général sur les bâtisses en site rural, notamment dans les périmètres d'application qui concernent les villages reconnus par l'ASBL "Les plus beaux villages de Wallonie.";

4° l'alinéa 1^{er} de l'article 256/2 est complété par les mots qui suivent :

"la Maison régionale de l'architecture et de l'urbanisme et la Maison des plus beaux villages de Wallonie";

5° l'alinéa 2 du même article est complété comme suit :

"La Maison régionale de l'architecture et de l'urbanisme a son siège à Namur.";

6° dans l'alinéa 3 du même article, les mots "les Maisons de l'Urbanisme qui remplissent" sont remplacés par les mots qui suivent :

"la Maison qui remplit";

7° dans l'alinéa 7 du même article, les mots "de l'Urbanisme" sont supprimés;

8° dans l'alinéa 8 du même article, les mots "à l'article 256/4" sont remplacés par les mots qui suivent :

"à l'article 256/5";

9° dans l'alinéa 1^{er} de l'article 256/3, les mots "de l'Urbanisme" sont supprimés;

10° dans l'alinéa 1^{er} de l'article 256/4, les mots "de l'Urbanisme" sont supprimés.

Art. 5. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1798

[2008/201983]

15. MAI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ersetzung des Kapitels *Iter* und zur Abänderung des Kapitels *Iquater* von Titel I des Buches IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 7, § 8, 12, und 255/1 bis 256/3;

Aufgrund des am 8. November 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. November 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 20. Dezember 2007 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des am 12. Dezember 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 3. März 2008 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
Beschließt:

Artikel 1 - Das Kapitel *Iter* von Buch IV, Titel I des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"KAPITEL *Iter* — Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden für die Funktionskosten des Kommunalausschusses, die Ausarbeitung oder die Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines kommunalen Raumordnungsplans und für die Erstellung eines Umweltverträglichkeitsberichts bezüglich des Entwurfs eines kommunalen Raumordnungsplans

Abschnitt 1 — Gewährung eines Zuschusses für die Funktionskosten des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität

Art. 255/1 - Es wird ein jährlicher Zuschuss der Gemeinde gewährt, deren Kommunalausschuss im Laufe des Jahres vor dem Jahr des Zuschussantrags nachweist, dass er seine Aufgaben regelmäßig erfüllt und die in Artikel 7 erwähnte Mindestanzahl Versammlungen pro Jahr abgehalten hat.

Der jährliche Zuschuss beträgt:

1° 5.000 Euro für den Kommunalausschuss, der aus zwölf Mitgliedern zusätzlich zum Vorsitzenden zusammengesetzt ist;

2° 6.000 Euro für den Kommunalausschuss, der aus sechzehn Mitgliedern zusätzlich zum Vorsitzenden zusammengesetzt ist;

Der Vorsitzende des Kommunalausschusses und ggf. der amtierende Vorsitzende haben Anspruch auf eine Anwesenheitsmarke von 25 Euro je Sitzung. Die Mitglieder des Kommunalausschusses und ggf. die Ersatzmitglieder haben Anspruch auf eine Anwesenheitsmarke von 12,50 Euro je Sitzung.

Der jährliche Zuschuss deckt insbesondere die Beträge der in Absatz 3 erwähnten Anwesenheitsmarken.

Art. 255/2 - Der Zuschussantrag wird an den Minister der räumlichen Entwicklung gerichtet und innerhalb der ersten drei Monate nach dem Jahr, für welches der Zuschuss beantragt wird, durch das Gemeindegremium bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region eingereicht.

Er beinhaltet den Tätigkeitsbericht des Kommunalausschusses sowie die Auflistung der Ausgaben, welche die Gemeinde im Rahmen des Funktionierens des Ausschusses getragen hat.

Abschnitt 2 — Gewährung eines Zuschusses zur Ausarbeitung bzw. Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines kommunalen Raumordnungsplans und des damit verbundenen Umweltverträglichkeitsberichts

Art. 255/3 - Die Gewährung eines Zuschusses zur Ausarbeitung bzw. Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines kommunalen Raumordnungsplans und des damit verbundenen Umweltverträglichkeitsberichts unterliegt der Bedingung, dass der mit der Ausarbeitung oder der Gesamtrevision beauftragte Projektautor in Anwendung von Artikel 11 zugelassen ist und durch den Gemeinderat bezeichnet wird.

Der Zuschuss für das kommunale Strukturschema oder die kommunale Städtebauordnung wird gewährt, wenn der Kommunalausschuss besteht.

Art. 255/4 - Die Akte bezüglich des Zuschussantrags wird an den Minister der räumlichen Entwicklung gerichtet und durch das Gemeindegremium bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region eingereicht. Sie beinhaltet :

1° eine Abschrift der Beratung des Gemeinderats, durch welche die Ausarbeitung bzw. Gesamtrevision des kommunalen Strukturschemas, der kommunalen Städtebauordnung oder des kommunalen Raumordnungsplans und die Erstellung des damit verbundenen Umweltverträglichkeitsberichts beschlossen wurde;

2° eine Abschrift der Beratung des Gemeinderates zur Bezeichnung des Projektautors;

3° ein Dokument mit folgendem Inhalt:

a. die Aufstellungsphasen der Unterlagen und die damit verbundenen Zwischen- und Gesamtfristen;

b. ggf. eine Abschrift der infolge der Vergabe des Auftrags zwischen der Gemeinde und dem Projektautor abgeschlossenen Vereinbarung mit den unter Pos a. erwähnten Angaben;

c. entweder die Höhe der Honorare des Projektautors oder die ausführliche Angabe des Aufgabenausmaßes des Gemeindepersonals, aufgrund eines Belegstücks;

Art. 255/5 - Soweit der Antrag auf Zuschuss die im vorliegenden Abschnitt festgelegten Bedingungen erfüllt und innerhalb der durch die Haushaltsmittel vorgegebenen Begrenzungen wird der Betrag des Zuschusses durch den Minister der räumlichen Entwicklung gewährt; dieser beläuft sich auf:

1° achtzig Prozent des in Artikel 255/4, 3°, c, erwähnten Betrags für das kommunale Strukturschema oder die kommunale Städtebauordnung;

2° achtzig Prozent des in Artikel 255/4, 3°, c, erwähnten Betrags für den kommunalen Raumordnungsplan und den damit verbundenen Umweltverträglichkeitsbericht, wenn der Kommunalausschuss besteht;

3° sechzig Prozent des in Artikel 255/4, 3°, c, erwähnten Betrags für den kommunalen Raumordnungsplan und den damit verbundenen Umweltverträglichkeitsbericht, wenn der Kommunalausschuss nicht besteht.

Der Minister setzt die in Artikel 255/4, 3°, a erwähnte Frist fest. Auf begründeten Antrag des Gemeinderats hin kann der Minister die Frist verlängern.

Art. 255/6 - Der Zuschuss wird wie folgt ausgezahlt:

1° vierzig Prozent des Zuschusses bei der Genehmigung durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, der Akte über den Zuschussantrag, soweit die damit verbundene Forderungsanmeldung innerhalb von zwölf Monaten ab der Zustellung des Erlasses zur Gewährung des Zuschusses eingereicht wird;

2° vierzig Prozent des Zuschusses bei der endgültigen Genehmigung durch den Gemeinderat und auf Vorlage der Belegstücke bezüglich der durch die Gemeinde getätigten Ausgaben;

3° zwanzig Prozent des Zuschusses bei dem Inkrafttreten des kommunalen Strukturschemas, der kommunalen Städtebauordnung oder des kommunalen Raumordnungsplans."

Art. 2 - Die Artikel 255/7 bis 255/27 desselben Gesetzbuches werden außer Kraft gesetzt.

Art. 3 - Die anhängigen Zuschüsse unterliegen weiterhin den Bedingungen, die bei deren Gewährung galten, mit Ausnahme, im Falle einer Nichtbeachtung der Fristen, jeglicher Rückzahlung der bereits bezogenen Beträge. Auf begründeten Antrag des Gemeinderates hin kann jedoch der Minister der räumlichen Entwicklung die in den anhängigen Zuschüssen erwähnten Fristen verlängern.

Art. 4 - In Kapitel *Iquater* von Titel I von Buch V desselben Gesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen :

1° in der Überschrift des Kapitels werden die Wörter "Häuser des Städtebaus" durch die folgenden Wörter ersetzt:

"Häuser des Städtebaus, Regionales Haus der Architektur und des Städtebaus und Haus der Schönsten Dörfer der Wallonie";

2° Es wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut in Artikel 256/1 eingefügt:

"Das regionale Haus der Architektur und des Städtebaus bezweckt die Sensibilisierung und die Einbeziehung der Berufsarchitekten, was die Herausforderungen und die Dekret- und Verordnungsbestimmungen der Raumordnung und des Städtebaus betrifft.».

3° Es wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut in denselben Artikel eingefügt:

"Die Aufgabe des Hauses der Schönsten Dörfer der Wallonie besteht in der Sensibilisierung, der Information und der Entscheidungshilfe bezüglich der Allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden, insbesondere innerhalb der Anwendungsumkreise, die die durch die VoE "Les plus beaux villages de Wallonie" anerkannten Dörfer betreffen.

4° In Absatz 1 von Artikel 256/2 werden zwischen die Wörter "den Häusern des Städtebaus" und "die Zulassung" folgenden Wörter eingefügt:

", dem Regionalen Haus der Architektur und des Städtebaus und dem Haus der Schönsten Dörfer der Wallonie";

5° Absatz 2 desselben Artikels wird wie folgt ergänzt:

"Das Regionale Haus der Architektur und des Städtebaus hat seinen Sitz in Namur.»

6° in Absatz 3 desselben Artikels werden die Wörter "die Häuser des Städtebaus die folgenden Bedingungen erfüllen" durch die folgenden Wörter ersetzt:

"das Haus die folgenden Bedingungen erfüllt";

In Absatz 7 desselben Artikels werden die Wörter "des Städtebaus" gestrichen;

8° in Absatz 8 desselben Artikels werden die Wörter "in Artikel 256/4" durch die folgenden Wörter ersetzt:
"in Artikel 256/5";

9° In Absatz 1 des Artikels 256/3 werden die Wörter "des Städtebaus" gestrichen;

10° In Absatz 1 des Artikels 256/4 werden die Wörter "des Städtebaus" gestrichen.

Art. 5 - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1798

[2008/201983]

15 MEI 2008. — **Besluit van de Waalse Regering tot vervanging van hoofdstuk Iter en tot wijziging van hoofdstuk Iquater van titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 7, § 8, 12 en 255/1 tot 256/3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 november 2007;

Gelet op het advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 20 december 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 12 december 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 maart 2008;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Hoofdstuk Iter van titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen als volgt :

"HOOFDSTUK Iter. — Toekenning van subsidies aan de gemeenten voor de werking van de gemeentelijke commissie, voor het opmaken of voor de volledige herziening van een gemeentelijk structuurplan, een gemeentelijk reglement of een gemeentelijk plan van aanleg en voor het opmaken van een milieueffectrapport betreffende een ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg.

Afdeling 1. — Toekenning van een subsidie voor de werking van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit

Art. 255/1. De gemeente waarvan de gewestelijke commissie kan aantonen dat ze haar bevoegdheden geregeld heeft uitgeoefend en dat ze het in artikel 7 bedoelde minimumaantal vergaderingen heeft gehouden tijdens het jaar vóór de subsidieaanvraag, komt voor een jaarlijkse subsidie in aanmerking.

Het bedrag van de jaarlijkse subsidie bedraagt :

1° 5.000 euro voor de gemeentelijke commissie die, naast de voorzitter, uit 12 leden samengesteld is;

2° 6.000 euro voor de gemeentelijke commissie die, naast de voorzitter, uit 16 leden samengesteld is.

De voorzitter van de gemeentelijke commissie en, in voorkomend geval, de waarnemend voorzitter hebben recht op een presentiegeld van 25 euro per vergadering. De leden van de gemeentelijke commissie en, in voorkomend geval, de plaatsvervangende leden hebben recht op een presentiegeld van 12,50 euro per vergadering.

De jaarlijkse subsidie dekt met name de bedragen van de in lid 3 bedoelde presentiegelden.

Art. 255/2. De aan de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling gezonden subsidieaanvraag wordt door het gemeentecollege bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest ingediend binnen de eerste drie maanden na het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

Ze omvat het activiteitenverslag van de gemeentelijke commissie alsmede de lijst van de uitgaven gedragen door de gemeente in het kader van de werking van de commissie.

Afdeling 2. — Toekenning van een subsidie voor het opmaken of de volledige herziening van een gemeentelijk structuurplan, van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van een gemeentelijk plan van aanleg en van het desbetreffende milieueffectrapport

Art. 255/3. Een subsidie wordt toegekend voor het opmaken of de volledige herziening van een gemeentelijk structuurplan, van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van een gemeentelijk plan van aanleg en van het desbetreffende milieueffectrapport op voorwaarde dat de ontwerper belast met het opmaken of met de volledige herziening overeenkomstig artikel 11 erkend is en door de gemeenteraad wordt aangewezen.

De subsidie voor het gemeentelijk structuurplan of het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement wordt toegekend als de gemeentelijke commissie bestaat.

Art. 255/4. Het aan de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling gezonden dossier m.b.t. de subsidieaanvraag wordt door het gemeentecollege bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewet ingediend. Het omvat :

1° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij besloten is tot het opmaken of de volledige herziening van een gemeentelijk structuurplan, van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van een gemeentelijk plan van aanleg en het opmaken van het desbetreffende milieueffectrapport;

2° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de ontwerper werd aangewezen;

3° een document met :

a. de stappen voor het opmaken van de documenten en de desbetreffende tussentijdse en totale termijnen;

b. in voorkomend geval, een afschrift van de overeenkomst voortvloeiend uit de gunning van de opdracht zoals gesloten tussen de gemeente en de ontwerper en met vermelding van de in punt a. bedoelde gegevens;

c. op grond van een bewijsstuk, ofwel het bedrag van de honoraria van de ontwerper, ofwel de opsomming van de kosten verbonden aan het gemeentelijke personeel.

Art. 255/5. Voor zover de subsidieaanvraag de in deze afdeling bedoelde voorwaarden vervult en binnen de perken van de begrotingskredieten wordt het subsidiebedrag toegekend door de Minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening ten belope van :

1° 80 % van het in artikel 255/4, 3°, c., bedoelde bedrag voor het gemeentelijk structuurplan of het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement;

2° 80 % van het in artikel 255/4, 3°, c., bedoelde bedrag voor het gemeentelijk plan van aanleg en het desbetreffende milieueffectrapport als de commissie bestaat;

3° 60 % van het in artikel 255/4, 3°, c., bedoelde bedrag voor het gemeentelijk plan van aanleg en het desbetreffende milieueffectrapport als de commissie niet bestaat.

De Minister bepaalt de in artikel 255/4, 3°, a., bedoelde totale termijn. Op met redenen omkleed voorstel van de gemeenteraad kan de Minister de termijn verlengen.

Art. 255/6. De subsidie wordt uitbetaald als volgt :

1° 40 % van de subsidie wanneer het dossier betreffende de subsidieaanvraag goedgekeurd wordt door de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening en voor zover de desbetreffende schuldvoorderingsaangifte ingediend wordt binnen een termijn van twaalf maanden na de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie;

2° 40 % van de subsidie bij de definitieve goedkeuring door de gemeenteraad en op overlegging van de bewijsstukken van de door de gemeente gedane uitgaven;

3° 20 % van de subsidie vanaf de inwerkingtreding van het gemeentelijk structuurplan, van het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van het gemeentelijke plan van aanleg. »

Art. 2. De artikelen 255/7 tot 255/27 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 3. De in uitvoering zijnde subsidies blijven onderworpen aan de bepalingen die van toepassing waren toen ze toegekend werden, met uitzondering, in geval van niet-naleving van de desbetreffende termijnen, van elke terugbetaling van de reeds geïnde bedragen. Op met redenen omkleed voorstel van de gemeenteraad kan de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling nochtans de in de in uitvoering zijnde subsidies bedoelde termijnen verlengen.

Art. 4. In hoofdstuk *Iquater* van titel I van boek V van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift van het hoofdstuk worden de woorden "Trefpunten Stedenbouw" vervangen door de volgende woorden :

"Maisons de l'Urbanisme" (Trefpunten Stedenbouw), "Maison régionale de l'architecture et de l'urbanisme" (Gewestelijk Trefpunt voor Bouwkunde en Stedenbouw) en "Maison des plus beaux villages de Wallonie" (Trefpunt van de mooiste dorpen van Wallonië);

2° in artikel 256/1 wordt een lid 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Het "Maison régionale de l'architecture et de l'urbanisme" strekt ertoe de beroepsarchitecten te sensibiliseren voor en te betrekken bij de uitdagingen en en de decretale en reglementaire bepalingen van ruimtelijke ordening en stedenbouw. »;

3° in hetzelfde artikel wordt een lid 4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Het "Maison des plus beaux villages de Wallonie" heeft als opdracht de sensibilisering, de informatieverlening en de beslissingshulp betreffende het algemeen reglement op de gebouwen op het platteland, met name in de toepassingsgebieden die de dorpen erkend door de VZW "Les plus beaux villages de Wallonie" betreffen";

4° lid 1 van artikel 256/2 wordt gewijzigd als volgt :

"De "Maisons de l'Urbanisme", het "Maison régionale de l'Architecture et de l'Urbanisme" en het "Maison des plus beaux villages de Wallonie" worden door de Waalse Regering erkend;

5° lid 2 van hetzelfde artikel aangevuld als volgt :

"het "Maison régionale de l'Architecture et de l'Urbanisme" is gevestigd te Namen.";

6° in lid 3 van hetzelfde artikel worden de woorden "de Trefpunten Stedenbouw die de volgende voorwaarden naleven" vervangen door de volgende woorden :

"het trefpunt dat de volgende voorwaarden vervult";

7° in lid 7 van hetzelfde artikel wordt het woord "Stedenbouw" geschrapt;

8° in lid 8 van hetzelfde artikel worden de woorden "in artikel 256/4" vervangen door de volgende woorden :

"in artikel 256/5";

9° in lid 1 van artikel 256/3 vervalt het woord "Stedenbouw";

10° in lid 1 van artikel 256/4 vervalt het woord "Stedenbouw".

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1799

[2008/201985]

22 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre organique du personnel de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993 et 12 août 2003;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté française et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation, modifié par le décret du 1^{er} avril 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 portant des dispositions administratives et pécuniaires applicables aux attachés économiques et commerciaux de l'Agence wallonne à l'Exportation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mars 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mars 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, rendu le 4 mars 2008;

Vu le protocole n° 513 du Comité de secteur n° XVI, établi le 25 avril 2008;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cadre organique du personnel de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers est fixé, hormis le personnel du réseau à l'étranger, comme suit :

Administration générale

Administrateur général 1

Direction "Visibilité et promotion internationale de l'image de la Wallonie"

Directeur 1

Direction "Stratégie, évaluation, partenariats et financements internationaux"

Directeur 1

Direction générale du Commerce extérieur

Directeur général 1

Direction "Incidants financiers"

Directeur 1

Direction "Agriculture et agro-alimentaire"

Directeur 1

Division des marchés européens

Inspecteur général 1

Direction "Europe occidentale"

Directeur 1

Direction "Europe centrale, orientale et CEI"

Directeur 1

Direction générale des Investissements étrangers

Directeur général 1

Direction "Gestion et suivi des investissements"

Directeur 1

Direction "Prospection des investissements"

Directeur 1

Services communs aux Directions générales Commerce extérieur et Investissements étrangers

Division des Affaires générales

Inspecteur général 1

Direction "Ressources humaines, logistique et informatique"

Directeur 1

Direction "Budget et comptabilité"

Directeur 1

Direction "Réseaux à l'étranger et affaires juridiques"

Directeur 1

Division des Marchés extracontinentaux

Inspecteur général 1